

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE  
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

11 AU 17 AVRIL 1991

N° 823

10,00 F



## EDITORIAL

Le monde découvre le Kurdistan. Cela permet aux médias d'oublier pour un temps les problèmes des banlieues. Le problème de ce manque de solidarité de la communauté internationale vis-à-vis des Kurdes est du même tonneau que ce manque de solidarité que l'on constate quotidiennement en nos cités. C'est du chacun pour soi. Au niveau international, le petit monde des trusts et de leurs satrapes font valoir invariablement leurs droits dans l'espoir de profiter de l'argent et des honneurs. A un échelon national, *idem*. La majorité travaille et se tait pendant qu'une minorité guerroye. Ça ressemble en bien des points à de la féodalité. Nous voici revenus au temps des seigneurs et de leurs serfs. Certes, le serfage n'est pas égal pour tous. Certains vivent bien, d'autres vivent tout simplement, et d'autres encore ne font que survivre... et encore le mot survivre n'a-t-il pas le même sens que l'on soit en une cité de banlieue et au chômage où que l'on soit en un quelconque bouge de Dacca ou de Rio, miné par la malnutrition et la maladie. Dernièrement, *Libération* se faisait l'écho d'un enlèvement d'un industriel brésilien, rendu à sa famille contre une rançon... alimentaire. Responsables du coup : la Phalange rouge, une organisation révolutionnaire des favelas de Rio. Pour la petite histoire le père des deux principaux animateurs de cette phalange, mort l'an passé, n'était autre qu'un vieil anarchiste chilien exilé. Il y a tout de même des traditions de solidarité encore vivaces...

### Soutien à Binali Kalkan et à tous les autres demandeurs d'asile en voie d'être expulsés

Pour éviter son expulsion vers la Turquie, Binali Kalkan a commencé une grève de la faim.

D'autres réfugiés turcs et kurdes dans la même situation se sont joints au mouvement. Ils sont aujourd'hui 19 en grève. Tous les samedis, sur la place de la Victoire, à 14 h, à Bordeaux, est prévu un rassemblement pour les soutenir dans l'obtention du statut de réfugiés politiques.

Vous pouvez écrire à François Mitterrand pour protester et réclamer à ce que la France respecte le droit d'asile.

Union régionale Sud-Ouest de la FA

### TEMOIGNAGE

L'« Affaire Boudarel »...  
et les horreurs  
de la guerre d'Indochine

Page 3

T 2137 - 823 - 10,00 F



MAUDITE SOIT LA RAISON D'ETAT

# SOS... Kurdistan !

TOUT d'un coup, les médias et l'ONU découvrent les Kurdes irakiens ; ceux de Turquie et d'Iran devront attendre d'être réprimés de manière un peu plus spectaculaire. Sous forme de massacre, cela arrive périodiquement dans la quasi indifférence de la communauté internationale. Tout aussi quotidiennement, la prison et les exécutions sont le lot des Kurdes de chaque côté de la frontière, en plus des déplorable conditions de vie dans les camps de réfugiés, qui depuis des années, notamment en Turquie, sont de quasi prisons.

Le problème kurde n'a pas attendu l'avènement de Saddam Hussein pour être un des abcès sanglants de la région. Problème insoluble de volonté de diplomate et de stratège. Car une réelle autonomie des kurdes casserait dans les trois pays les subtiles équilibres des forces et alliances, créant un précédent fâcheux dans les restes bricolés d'un empire ottoman toujours prêt à voler en éclats du fait des revendications de minorités ethniques et religieuses réparties à l'issue des traités des deux guerres mondiales entre différents Etats artificiels. Etat kurde, ou seulement réelle autonomie ? Et pourquoi pas indépendance arménienne, berbère au Maghreb, et palestinienne, cauchemar de tous les décideurs de la communauté internationale. Un Etat kurde est d'autant moins probable et souhaité à Washington, Moscou, Londres, Paris, Bonn et Tokyo que le Kurdistan gorgé de pétrole ne peut être

KURDES:

QUAND ON EST PAUVRE  
ON A LA PUDEUR  
DE CREVER SANS  
FAIRE DE  
BRUIT!



une région cohérente du point de vue politique, donc risquant d'être moins contrôlable. Du moins, les bénéfices pourraient n'aller que dans une seule poche, au lieu de se répartir entre différentes alliances. Sans naïveté, il faut bien se rendre compte qu'entretenir de façon permanente un foyer de guérilla et d'agitation profite à tous sauf bien entendu aux Kurdes, qui à chaque révol-

te d'envergure brûlent leurs espoirs et encaissent les coups. Comme les Palestiniens, ils constituent une réserve de chair à canon jetée en première ligne lors des crises et abandonnée ensuite.

Palestiniens et Kurdes sont les vrais perdants de la guerre du Golfe. La montée d'adrénaline humanitaire que suscitent les images de massacres et d'exode misérable est du dernier cynisme. Il n'est

pas souhaitable que Turcs et Iraniens reçoivent trop de Kurdes, qui pourraient constituer une force trop importante lors de regroupements. Personne, non plus, ne souhaite que Saddam ne règle son problème par le vide...

Olivier Berthelin  
(cercle anarchiste François-Rabelais)

(lire aussi articles page 4)

MAURITANIE

## Les sables mouvants du chauvinisme d'Etat

Au lendemain de la visite de Roland Dumas à Nouakchott, il est bon de rappeler la nature du régime mauritanien. *Le Monde libertaire* s'est entretenu avec, un opposant, Abdoulaye Cire Ba, représentant du FRUIDEM en France.

ML : Présente-nous le FRUIDEM.

Abdoulaye Cire Ba : Le FRUIDEM est une organisation qui a été créée le 24 août 1989 et qui a pour objectif de s'opposer à la politique de racisme d'Etat qui sévit actuellement en Mauritanie, de lutter pour une Mauritanie démocratique, dans laquelle l'existence des diverses composantes communautaires soit explicitement reconnue et s'établisse sur une base d'égalité dans les faits.

ML : Quelles sont justement les origines de ces conflits ethniques ?

ACB : Sur un territoire où vivent plusieurs communautés qui ont leur propre culture, une histoire, des intérêts économiques, sociaux et idéologiques différents, il est naturel qu'il y ait des conflits, n'allant cependant pas jusqu'à la guerre civile. Ce qui est dramatique, c'est la transformation de ces conflits naturels en une politique d'Etat, au nom d'une communauté, en jouant sur les réflexes de solidarité au sein de celle-ci contre les autres.

En effet, la Mauritanie est devenue indépendante en 1960, peu avant celle-ci étaient apparues quelques revendications timides sur un avenir fédéraliste, exprimées par une minorité au sein de l'élite négro-africaine.

Mais, les élites dominantes des différents communautés se sont entendues sur un compromis contre les masses arabes et négro-africaines, pour un partage du pouvoir fondé sur des règles non écrites, à l'avantage des seules élites arabes.

Non satisfaits d'en rester là, jusqu'au milieu des années 60, les milieux nationalistes arabes ont réclamé l'officialisation de leur langue, ce qui a été accepté par le colonisateur. Mais il y a eu une réaction des élites négro-africaines formées en Occident, particulièrement en France. Cette réaction s'est matérialisée par le « manifeste des 19 » protestant contre la tentative d'officialisation de la langue arabe, exigeant que le français reste l'unique langue officielle en Mauritanie. A

l'époque coloniale, l'élément négro-africain, plus rapidement scolarisé, a occupé les postes subalternes du colonialisme. A l'indépendance, il était minoritaire dans la population mais majoritaire au sein de l'administration et ressentait la politique d'arabisation comme une remise en cause de son statut social. Ce refus était aussi un refus de prendre en compte l'élément arabe, pendant de l'attitude des nationalistes arabes à l'égard des Négro-africains.

### Le temps de la féodalité

A partir de 1969, la revendication du français, seule langue officielle, de la part des élites négro-africaines, change du fait de l'apparition d'organisations progressistes, pour devenir celle de la promotion des langues négro-africaines et leur officialisation, à l'instar de l'arabe en 1966.

ML : Qui détenait le pouvoir à l'époque ?

ACB : Des élites mêlées, arabes et négro-africaines. Avec un rapport de force favorable aux féodaux et aux cadres formés à la fin de la colonisation et au début de l'indépendance.

ML : De quelle féodalité parles-tu ?

ACB : La société arabe est organisée en tribus, d'origine arabe ou berbère. Contrairement aux autres sociétés arabes, cette population a connu un processus de brassage avec des populations négro-africaines du Mali et du Sénégal, et a adopté une structure sociale originale, avec les guerriers, les marabouts, les tributaires et les esclaves.

Les tribus guerrières, qui ont fondé les quatre émirats mauritaniens, se sont imposées à l'ensemble des tribus, de même que certaines tribus de marabouts. Cette stratification est pratiquement la même dans les sociétés négro-africaines mauritaniennes. Il y a eu des évolutions considérables avec l'instauration de l'Etat moderne. Certaines couches dominantes traditionnelles ont cependant accaparé une partie du pouvoir politique dès la colonisation.

ML : Que rest-t-il de l'esclavage ?

ACB : C'est un phénomène que toutes les sociétés de l'Afrique sahélienne ont connu au cours de leur histoire. La pénétration de l'économie de marché, la colonisation et l'exode rural l'ont réduit considérablement.

(suite page 4)

F°P. 2520

LA REFORME DE L'ORTHOGRAPHE EN QUESTION

# Langue, écriture et répression

Lancé à l'automne 90 par Patrick Combes, le débat sur la réforme de l'orthographe fait encore couler beaucoup d'encre. Ici, François Sébastianoff tient à préciser sa pensée, mise en lumière dans le n° 805 du *Monde libertaire*. Partisan, lui-aussi, d'une réforme, Jean Marin exprime son sentiment, non sans une certaine radicalité, que nous vous laissons le soin de découvrir.

Il y a des langues sans écriture, on sait parler avant de savoir écrire : la langue commence avec la forme orale des mots. Mais on ne voit pas les sons, on ne prend vraiment conscience de sa langue que quand on la voit écrite. D'où l'illusion tenace que les mots écrits constitueraient la langue, illusion renforcée par l'école, qui privilégie l'écrit et confond à plaisir lettres et sons. Si on en reste là, on confond naïvement écriture et langue, on donne dans le conservatisme orthographique et... on se trompe d'ennemi. C'est ce que font Patrick Combes (*ML* n° 818) et René Berthier (*ML* n° 818 et 819) dans leurs réactions à mon article du *ML* n° 805).

Disons-le aussi, j'aurais peut-être échappé à quelques procès de tendance non mérités si Patrick Combes et René Berthier avaient pu lire mon article en entier, si la rédaction n'en avait pas coupé deux paragraphes. Dans l'un, je signalais que la « poligrafi » (1) n'est pas un projet simpliste : elle n'exige pas de réimprimer les textes du passé à l'usage des générations futures, elle constitue un compromis maximal avec les habitudes actuelles, elle prévoit l'usage muet de deux lettres (« s » de pluriel et « e »



d'accord féminin), réservé aux rares contextes où ces marques sont indispensables à la clarté. Et voici l'autre passage coupé : « L'enjeu n'est pas mineur : bloquer ou favoriser l'expression écrite. L'objectif des "globalistes" est à la fois le droit pour tous les francophones d'écrire

sans honte dans toutes les variétés d'usage du français. Que nous importe de faciliter techniquement notre écriture, si elle continue à ne servir qu'à l'usage officiel, à la langue de bois, à l'auto-censure de ce que chacun a à écrire, avec ses mots à lui ?... »

fonctionnelle une écriture qui ne l'est pas, ne fera l'économie d'un apprentissage colossalement coûteux en temps et en énergie, et ne dispensera les enfants d'exercer leurs facultés de raisonnement là où la raison n'a rien à faire.

Plus généralement, je doute qu'aucune pédagogie réalise jamais le projet contradictoire de démocratiser une culture élitiste ! Ce sont les contenus qu'il faut changer. En particulier, je suggère que le *Monde libertaire* analyse la répression culturelle exercée au niveau de la langue, en vue de préciser sur quels points, à ce niveau, les enseignants, les parents et les élèves ont à lutter. En gros, l'école affiche toujours malgré quelques signes d'évolution, son mépris à l'égard de l'usage le plus courant du français, qu'elle interdit d'écrire, et elle valorise l'usage officiel (c'est-à-dire l'usage « soutenu » d'il y a 50 ans ou, comme le préconisent les néo-mandarins, l'usage des « professionnels des médias »...). Ainsi, l'école fait croire que « filic » serait un synonyme vulgaire de « gardien de la paix » (alors que c'est

l'expression d'un autre point de vue sur la même réalité), que le passé simple serait indispensable à qui veut écrire des récits dignes de ce nom (alors qu'il est totalement absent de l'usage courant), que seul l'usage officiel serait clair, précis et nuancé (alors que le seul usage qui présente ces qualités est celui qui fait appel à toutes les ressources du français). En fait, au lieu de laisser aux enfants le temps d'élargir leurs possibilités en parlant de leur propre usage, on s'empresse de leur inculquer une hiérarchie des « registres » de langue (on disait plus crûment, il y a vingt ans, des « niveaux »), on les dresse à respecter les conventions sociales et... on les dégoûte d'écrire.

François Sébastianoff

(1) François Sébastianoff, *La poligrafi, une écriture pour tous les usages du français*, juin 1990, 56 pages. Disponible auprès de l'association « Le droit d'écrire » 15130 Teissières-les-Bouliès. Franco de port : 50 F.

## Réforme de l'orthographe

Tenter de simplifier l'orthographe, disent certains, c'est porter atteinte à tout ce qui fait le charme du français, sa variété, sa complexité, c'est renier le passé.

Que ne réclame-t-on le retour à toutes ces anciennes mesures aux noms si divers et si pleins de saveurs qui donnaient du génie français cette image si colorée et si poétique.

Que sont devenus les coudées, les pieds et les pouces aux noms si évocateurs, les pintes (de bon sang) et les lieues du Petit Poucet ? N'était-ce pas merveilleusement formateur pour l'esprit de voir apprendre par cœur la valeur de chacune de ces mesures qui variaient d'une façon si poétique d'une province à l'autre ?

Il est temps de revenir à cette merveilleuse diversité qui était l'expression du génie français !

Combien, lorsqu'il fut adopté à l'époque, ont dû se gausser de ce système métrique ridicule qui leur était alors proposé !

Que prouvent tous ces faits : qu'une connaissance - aussi parfaite qu'il est possible de l'espérer - d'un système aussi incohérent que l'orthographe ne repose ni sur la raison ni sur l'intelligence, mais uniquement sur la mémoire (et en particulier sur la mémoire visuelle).

Et le bon élève - comme le chien de Pavlov salive au son de la clochette - saura saliver un « r » en entendant « chariot » et deux « r » en entendant « charrette », après un nombre de conditionnements suffisant.

Et n'est-ce pas parce que la pédagogie, autrefois, était celle du par cœur et du conditionnement, que nos vénérables aïeux sont si forts en orthographe, alors que leurs petits-enfants - fussent-ils ingénieurs ou écrivains renommés - doivent avoir recours à leur secrétaire ou aux correcteurs d'imprimerie pour ne pas avoir à rougir de leurs écrits.

Quels que soient les gadgets à la mode que l'on utilise au service de l'enseignement de l'orthographe, celui-ci relèvera toujours du conditionnement.

Tant qu'à la curiosité naturelle et à l'exigence logique d'un esprit enfantin on sera obligé de répondre que « ça s'écrit comme ça parce que ça s'écrit comme ça », ce n'est pas l'intelligence et l'esprit critique que l'on développera, mais une soumission résignée aux absurdités d'un conformisme tout puissant.

Si l'on essaie d'analyser en profondeur le refus d'une réforme de l'orthographe, on découvrira que la raison profonde est le refus de changer nos habitudes ; et, plus encore, non seulement de voir devenir inutile un savoir qui nous a demandé tant d'efforts et qui nous valorise par rapport à ceux qui ne l'ont pas, mais, en plus, la nécessité de réactualiser nos connaissances.

Ce que nous refusons donc, c'est de faire nous-mêmes un simple effort de réactualisation de nos connaissances. Nous préférons, par paresse, imposer à nos enfants un travail infiniment plus lourd d'apprentissage d'une langue si complexe qu'il est impossible de jamais espérer pouvoir l'utiliser de façon tout à fait correcte, même à un niveau relativement simple.

Jean Marin (professeur)

### L'orthographe, un moyen de sélection

On comprend que je suis d'accord avec René Berthier pour relativiser le rôle de l'orthographe dans la sélection. Comme je l'ai indiqué dans la BT 2 *L'Orthographe et nous* : « le moyen privilégié de la sélection sociale, c'est l'usage officiel de la langue, dans la mesure où on l'impose à une masse d'enfants pour qui il est largement étranger. » Mais ce qui est secondaire ne cesse pas pour autant d'exister. En renforçant le caractère d'étrangeté de l'usage officiel du français, l'orthographe joue un rôle sélectif non négligeable. La lutte contre l'orthographe a tout son sens dans les pays de langue française, puisque les complications accumulées par notre écriture au cours des siècles fonctionnent de fait surtout depuis 150 ans, comme un moyen de sélection. Bien sûr, je ne partage pas l'optimisme pédagogique de René Berthier : aucune pédagogie-miracle, même assistée par ordinateur, ne rendra

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication : André Devriendt  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers  
 Dépôt légal 44 145 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

le monde libertaire

Rédaction-Administration  
 145, rue Amelot  
 75011 Paris.  
 Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays .....  
 A partir du n° ..... (inclus).  
 Abonnement de soutien   
 Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

A PROPOS DE L'AFFAIRE BOUDAREL

# Qui étaient les tortionnaires ?

Dans le n° 822 du *Monde libertaire*, Sylvain Eischenfeld et Le Furet ont eu l'occasion d'exprimer leur sentiment sur la position que l'on peut avoir au sujet de l'« affaire Boudarel ». Ici, Sébastien Basson tient à rappeler dans quel atroce contexte colonial Georges Boudarel s'est trouvé amené à prendre partie en faveur du vietminh de la façon que l'on sait.

**U**n ancien ministre, illustre inconnu, et quelques députés relayés, comme il se doit, par le Front national et les maurrassiens, ont fait grand tapage après avoir découvert l'existence de Georges Boudarel, maître de conférence d'Histoire à l'université Paris-VII et qui fut « instructeur politique » dans un camp viet-minh.

Les anarchistes n'éprouvent pas le moindre soupçon de sympathie pour les geôliers, quels qu'ils soient, même si la chiourme qu'ils gardent est peu recommandable. En l'occurrence il ne s'agit pas de voler au secours du stalinien Boudarel, accusé de « crimes contre l'humanité », de « tortures morales », mais de rétablir les faits, de répondre à la question : où étaient, qui étaient, au Viêt-Nam, les tortionnaires ?

En 1950, j'avais recueilli les propos d'un officier de l'armée française d'Indochine, révolté par les atrocités dont il avait été témoin il avait démissionné. Il n'était d'ailleurs pas le seul. D'anciens résistants, d'anciens maquisards restés dans l'armée après la capitulation de l'Allemagne, se retrouvent en Indochine où ils décident de rompre leur contrat. Quelques uns, comme Boudarel, choisissent de passer de l'autre côté. L'officier, dont il est question ici, avait été affecté en 1947 à l'état-major des fusillers-marins. Son témoignage fut publié dans un journal local.

« D'anciens SS, me dit-il, forment le gros de la troupe de la Légion étrangère. Des Japonais ont été utilisés dans les régions de Cantho et Cairang. Ça fourmille d'anciens miliciens qui ont trouvé là-bas une belle occasion de se blanchir tout en continuant pillages et tueries ».

Un commando de parachutistes de marine fait douze prisonniers annamites. Sur l'ordre du commandant P... ils sont odieusement torturés, à tel point que certains soldats n'ont pu contenir leur indignation.

Le commandant de vaisseau N... trouve amusant de faire passer le courant dans les parties d'un prisonnier.

Un lieutenant de vaisseau ordonne à



Retour d'opération.

ses hommes qui occupent un village : « Rasez tout ! Je ne veux pas voir une maison debout ! »

Autre exemple : des Annamites, simplement soupçonnés de sympathie pour le Viêt-Nam sont condamnés et envoyés au bagne de l'île de Poulo Condor. Au cours du transfert un garde

« Un commando de parachutistes de marine fait douze prisonniers annamites. Sur l'ordre du commandant P... ils sont odieusement torturés, à tel point que certains soldats n'ont pu contenir leur indignation. »

déclare à l'équipage du navire « Il y en a la moitié à descendre à l'arrivée ».

Bien entendu, les faits rapportés ici ne constituent qu'une infime parcelle des atrocités perpétrées pendant les huit années de guerre menées par le corps expéditionnaire français, depuis le bombardement d'Haiphong, en 1946, jusqu'à Dien Bien Phu, en 1954. Bien d'autres récits, bien d'autres informations sont venues corroborer ce témoignage.

Il faut rappeler aussi que, dès 1946, le *Libertaire*, alors organe de la Fédération anarchiste, dénonçait les horreurs de cette guerre qui commençait. Ainsi dans le numéro 17 du 5 janvier 1946 on peut lire, sous le titre « On libère l'Empire ! » : « A Cholon (faubourg de Saigon), le 13 décembre 1945, un groupe de 10 "rebelle" appartenant au Vietminh et porteur de quelques grenades est arrêté, emmené auprès du canal et fusillé. »

L'un d'eux tente de se sauver et est abattu au milieu de la route. Les Français partent ensuite, sans toucher aux cadavres. Le lendemain, il y a foule autour des corps, malgré la pluie et le soleil.

Lorsqu'un groupe de soldats français passe, les indigènes s'écartent avec précipitation. Ce n'est qu'à 11 heures que

des scouts chinois viennent enlever les cadavres. »

Dans *France-Observateur* du 13 mai 1954, Claude Bourdet écrivait : « Les tiers des effectifs de Dien Bien Phu était composé de légionnaires allemands, anciens prisonniers SS pour la plupart, libérés sous condition d'engagement à la Légion, et que l'on a envoyé "casser du Viêt" pour se faire pardonner d'avoir "cassé" du Français. »

Dans la chronique littéraire du *Canard enchaîné* du 4 janvier 1989, Jean Clémentin commentait la parution de ce qu'il appelait un « ouvrage terrible », *Paris-Saigon-Hanoï (les archives de la guerre 1944-1947)*, présenté par Philippe Devillers. Les archives montrent la responsabilité, les manœuvres des politiciens de l'époque, les intrigues de De Gaulle, du calotin Georges Bideault, du moine-amiral d'Argenlieu, et comment en décembre 1946 « la sale guerre s'installe pour de bon, pour huit longues années, en attendant le relais américain. Des centaines de milliers de morts, militaires et civils, des Ouradour, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité à occuper un tribunal de Nuremberg pendant un bon bout de temps. » Et Jean Clémentin d'ajouter : « Il ne siège plus, rassurez-vous ».

Alors pourquoi tant de souffrances, d'atrocités ? Cette guerre fut menée, bien entendu, au nom du « droit, de la « défense de la liberté », du « respect de la parole donnée ». On connaît la chanson !

Le « droit » en question, c'était surtout celui de quatorze sociétés de plantations d'hévéas de raffer des milliards de bénéfices (4 milliards en 1950, soit plus de 150 milliards de nos centimes actuels). Parmi ces heureux propriétaires figurait la très catholique famille de Hautecloque. Michelin avait ses propres plantations.

La banque d'Indochine empochait également des milliards de profits chaque année. Edmond Giscard d'Estaing siégeait alors au conseil d'administration. Mentionnons encore

## Julien Toublet n'est plus

La semaine dernière le camarade Julien Toublet nous a quitté. Secrétaire de la CGT-SR dans l'entre-deux-guerres, membre du bureau de l'AIT durant cette période, il aura été sur tous les fronts du syndicalisme révolutionnaire. Ayant été secrétaire de la CNTF à la Libération, il termina sa vie professionnelle et militante au syndicat des correcteurs CGT.

Voline, Berneri, Souchy, le Syndicat unique du bâtiment, Barcelone en 1937... il pouvait répondre à la curiosité des jeunes militants que nous étions après Mai 68...

Avec lui, c'est tout un pan de l'histoire du mouvement ouvrier français qui disparaît ; il est de ceux qui avec Pierre Besnard s'opposèrent à la fois au réformisme de la CGT et à la dictature de l'Internationale des syndicats rouges. Nous reviendrons sur sa vie militante dans un autre numéro du *Monde libertaire*.

A son fils Jacky, à sa famille, à Jeannette sa compagne des dernières années nous adressons nos condoléances.

T.P. (pour le *Monde libertaire*)

N.B. : Julien Toublet sera incinéré à 15 h 30, le jeudi 11 avril, au columbarium du Père-Lachaise.

## ANTIFASCISME

### Les propositions de l'ALAF

L'ALAF, vous avez eu l'occasion de la découvrir il y a peu dans nos colonnes... voici aujourd'hui l'énoncé de ses propositions en vue d'une meilleure coordination antifasciste.

Alors que les bruits résonnent de partout, autour de nous, pour nous annoncer la prochaine Coordination nationale des Antifascistes, nous, militants de l'Association des Libertaires antifascistes (ALAF) et « Renégats Associés » souhaiterions participer au débat pour exprimer notre volonté d'un très grand radicalisme à l'encontre de toutes les manifestations du racisme, de l'antisémitisme ou du fascisme.

En bons vivants, nous avons horreur que l'on ressorte les vieux hymnes à la gloire de la race aryenne, que l'on déterre ces vieilleries ou les morts de Carpentras. A ce propos, merci au pouvoir et aux médias, officiels et officieux, d'avoir contribué si généreusement au flou.

Parmi les héritages néfastes de la récente guerre du Golfe, sans doute de très beaux jours désormais pour la bande à Le Pen, surtout si l'on compte sur le Parti socialiste, prêt à diviser la droite en favorisant l'émergence du FN, ceci pour rester au pouvoir (mais n'est-ce pas là une corruption de plus ?), si l'on compte sur un laxisme des pouvoirs publics vis-à-vis des manifestations de violence raciale, comme on l'a constaté au regard de la

peine légère infligée à l'auteur de la provocation extrême droitrière : la « Francarabia ». La peine : deux mois de sursis et 5 000 F d'amende. Nous en sommes là, sous le second septennat social-démocrate à tendance droitrière, où l'honneur bafoué d'un groupe ethnique se monnaie.

Nous sommes donc loin d'avoir gagné la bataille. A cet effet, l'ALAF propose un débat sur l'organisation d'une campagne de « dératification » de l'exclusion et de la xénophobie. Un débat accés autour de cinq points :

- organisation d'une semaine sur l'antiracisme et sur l'antifascisme ;
- organisation d'une manifestation commune à tous les libertaires antifascistes ;
- un appel à l'union de tous les libertaires face au fascisme, signé par toutes les organisations libertaires, antifascistes ou sympathisantes ;
- un échange permanent autour d'un réseau national d'information des luttes antifascistes ;
- des pressions sur les gouvernants pour leur faire avouer l'illégalité de toute organisation constituée dans le but de dénigrer une communauté socio-culturelle.

Dominique (secrétaire de l'ALAF)

N.B. : on peut joindre l'ALAF en écrivant au 7, rue des Martyrs, 76620 Le Havre, ou au 7, rue de la Vieille-Rivière, 57400 Sarrebourg.

les mines d'étain, de wolfram du Tonkin, les phosphates, les charbonnages.

Le témoin cité plus haut m'indiquait que les salaires des ouvriers variaient de 4 à 6 piastres par jour et servaient à « nourrir » des familles de 5,6 ou 10 personnes. Or le kilo de riz, élément de base, coûtait 3 piastres !

La moindre paillote était louée 60 piastres par mois. La plupart appartenait à l'Eglise catholique...

Le peuple vietnamien ne pouvait plus supporter cette misère et se jeta dans la lutte armée : la suite a démontré que le viet-minh (le PC vietnamien) n'avait d'autre objectif que d'installer son propre appareil d'Etat, que de prendre la place du colonisateur en dévoyant, à son profit, la révolte populaire.

Sébastien Basson

## Souscription

Les éditions du *Monde libertaire* lancent une souscription en vue de la publication des deux prochains ouvrages :

- *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale*, René Berthier. Prix de souscription : 90 F. Parution en juin 1991 ;

- *Ecrits sur le fascisme (dont La Contre-révolution préventive)*, Luigi Fabbri. Prix de souscription : 110 F. Parution en octobre 1991.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser à SHE, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## EN BREF

### « BASTA »

Le n° 27 de « Basta » est sorti. Il coûte 5 F. On peut se le procurer à la librairie du *Monde Libertaire* ou le demander en écrivant à « Basta », 34, rue des Blanchers, 31000 Toulouse.

### DEBAT

La librairie La Gryffe (5, rue Sébastien Gryffe, Lyon 7<sup>e</sup>) organise avec Alain Bihir un débat autour de son livre *Du "grand soir" à l'alter-native*, le mouvement ouvrier européen en crise, éditions ouvrières. Ce débat aura lieu le samedi 20 avril, à 14 h 30.

# Les sables mouvants du chauvinisme d'Etat

(suite page 4)

Mais il a perduré au sein de la société arabe de Mauritanie et les effets s'en font encore sentir. Dans la société arabe, les maîtres étaient blancs et les esclaves noirs. Des rapports de domination existent encore. Le statut des anciens esclaves, les Haratines, est très misérable même s'il y a eu des évolutions profondes depuis les sécheresses de 1972 et 1973. Le colonisateur n'a pas appliqué les lois contre l'esclavage dans la société arabe alors qu'il avait pris des dispositions contraignantes en Afrique noire occidentale.

**ML :** Des colons haratines ont été installés sur des terres expropriées au Sud du pays...

**ACB :** A partir de 1984, finissent les grands travaux d'infrastructures de l'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal. Une partie de la bourgeoisie cherche alors à obtenir des terres le long du fleuve et à transformer les modes de culture paysans en modes de production capitalistes et industriels. C'est le même enjeu au Sénégal. Mais paysans et financiers sénégalais sont négro-africains. En Mauritanie, les financiers sont arabes, ce qui exacerbe le conflit ethnique. L'Etat mauritanien n'a pas hésité à donner des terres en fonction de la pigmentation de la peau ou des appuis politiques locaux.

**ML :** Les Arabes sont-ils majoritaires ?  
**ACB :** Les Arabes sont considérés comme majoritaires. La notion de « Noirs » doit être cependant définie. Est-ce la pigmentation de la peau qui la détermine ? Il faudrait alors comptabiliser comme

« Noirs » les Haratines, qui constituent pratiquement la moitié de la population arabe. Ou est-ce l'appartenance à une communauté ? Il faut alors séparer les « Noirs » en trois communautés : les Haal-Pulars, les Wolofs et les Soninkés.

Qu'une communauté soit majoritaire au niveau démographique n'empêche pas l'égalité des droits entre les différentes communautés. Il faut faire une analyse en termes de rapports de force politiques et d'orientations de l'Etat, plus qu'une analyse d'un simple conflit entre communautés, qui mène à des dérives ethniques.

**ML :** Revenons à l'actualité. Une nouvelle vague de répression a été déclenchée ?

**ACB :** La dictature sévit contre l'ensemble des Mauritanais. En plus de l'absence de démocratie, il y a une politique ouverte de répression et de roulement des communautés négro-africaines, fondée sur des critères racistes et chauvins. Cette politique est appliquée par l'ensemble de l'appareil d'Etat. Cent mille Négro-africains ont été expulsés et vivent dans des camps au Mali et au Sénégal. Les lieux d'habitation des Négro-africains ont été transformés en zones militaires d'occupation, où le seul ordre régnant est l'arbitraire. Quotidiennement, on relève des exactions : vols, pillages, assassinats, exécutions extra-judiciaires. Dans les villes du Sud et du Nord, des centaines de travailleurs ont été licenciés, des centaines d'élèves renvoyés des lycées et des facultés.

Depuis novembre 1990, le régime a procédé à des dizaines d'arrestations, sous

prétexte d'un complot qui aurait été élaboré avec la complicité du Sénégal. Puis, le gouvernement est revenu sur cette thèse, en disant que les comploteurs voulaient empoisonner les eaux de la ville de Nouadhibou. Les personnes arrêtées ont été dispersées dans le pays et nul ne sait où elles se trouvent. Les militaires se trouveraient au camp de Jedah et sont soumis à des tortures. Certains en sont déjà morts.

## Des villages déplacés

**ML :** Ne s'agit-il là que d'une terreur d'Etat ou bien des milices arabes participent-elles à la répression ?

**ACB :** Hormis la période des journées d'avril 1989, il n'y a jamais eu de conflits de masse entre communautés, même si le régime a exploité le traumatisme légitime subi par les Arabes après les massacres au Sénégal. Avec le développement de la crise économique et les effets de la rupture totale avec le Sénégal, ce bloc chauvin s'est effrité et s'est réduit à l'entourage du président, à sa tribu et aux groupes basistes et nassériens.

**ML :** Des villages ont été déplacés...

**ACB :** Certains villages ont été démenagés manu militari. Le régime a tenté de créer à leur place des établissements de population en majorité haratine, dont nombre d'expulsés du Sénégal.

**ML :** Pour contrer cette répression comment agit le FRUIDEM et existe-t-il d'autres organisations de lutte ?

**ACB :** Le FRUIDEM a une base d'action principale dans les communautés négro-africaines, même s'il a une vocation nationale. Le FRUIDEM lutte contre le chauvinisme d'Etat et s'oppose au nationalisme négro-africain, enfermé dans une vision simpliste et raciste. Il existe aussi le FLAM. Cette organisation dénonce le « système beydane » (les Beydanes sont les Arabes blancs) et l'a comparé à l'apartheid. Il existe aussi le FURAM, créé en janvier 1990, peu éloigné des positions théoriques du FLAM.

**ML :** Quels sont les liens entre le régime mauritanien et les pays arabes ?

**ACB :** Le régime mauritanien est d'abord soumis au néocolonialisme, et a bénéficié d'attentions particulières de la France, du FMI et de la Banque mondiale, qui ont tenté d'imposer les fameuses politiques d'ajustement structurel. Le régime précédent avait longtemps résisté à ces pressions et affichait son soutien à la lutte du peuple sahraoui. C'est sûrement pour cela qu'il a été renversé le 12 décembre 1984. Le régime actuel a accepté toutes les conditions du FMI.

Les pays arabes pétroliers lui ont apporté un soutien financier, comme ils l'ont fait pour d'autres pays africains, tel le Sénégal. Cependant, le gouvernement irakien a été le seul gouvernement arabe à apporter un soutien à la mise en place de la politique raciste, avec des armes, une aide diplomatique et des formateurs militaires. L'Arabie Saoudite a tenté de favoriser un compromis entre le Sénégal et la Mauritanie et semblait prête à indemniser les personnes déplacées. La guerre du

Golfe risque d'avoir des conséquences désastreuses. La cause du peuple irakien est défendue par la très grande majorité des Arabes. Les Négro-africains sont pro-occidentaux dans ce conflit. Quelle que soit l'issue de la crise, le conflit entre l'Etat et les communautés risque d'évoluer vers un véritable conflit entre ethnies.

Propos recueillis par Xavier Merville (gr. Carlo-Cafiero de Paris)

## KURDISTAN

### L' hypocrisie !

Quelle hypocrisie ! Après avoir attendu que la population kurde s'agglutine aux frontières turque et iraquienne, enfin l'aide humanitaire des occidentaux est annoncée à grands fracas de médias.

Une fois encore la mascarade des grands de ce monde se révèle d'une atroce logique, où l'on s'aperçoit que pour Bush, Mitterrand et tous les chefs d'Etats réunis, il existe des populations de première et de seconde classes. En raccourci : on a fait la guerre pour le pétrole, on ne le fera pas pour les Kurdes. A bon entendeur salut !

Une fois encore, la démonstration a été faite que la préoccupation des puissances occidentales n'était pas le respect du droit ou celui de l'Etat de droit, mais bien celui plus mesquin du maintien des privilèges. De Bush à Gorbatchev, ils se fichent éperdument des peuples. Qu'ils soient « majorité » ou « minorité », qu'ils soient irakiens, africains, palestiniens ou kurdes, leur seul souci est le respect des intérêts du pouvoir de l'argent. Si tantôt ces intérêts passent par l'existence ou le maintien d'Etats et bien ils acceptent. Si à l'inverse leurs intérêts commandent de ne pas intervenir, ils laissent faire. C'est tragiquement ce dernier scénario qui a été adopté pour les Kurdes, mais ils ne sont hélas pas les seuls à subir ce choix. Qui plus est, on voit mal, dans cette logique, la Turquie ou l'Iran accepter l'existence d'une entité kurde dans la région. Seule donc l'armada humanitaire est acceptable pour eux, mais on le voit après quelles hésitations !

La solution au problème kurde est aujourd'hui, forcément, d'ordre global. Comment agir pour en finir avec ces exactions, ces atteintes aux droits des peuples, si ce n'est pas une remise en cause radicale de l'ordre mondial. Enfin quel ordre ? Plutôt ce désordre ignoble, où l'on peut laisser mourir de faim des milliers, des millions d'enfants, de femmes et d'hommes du Soudan à l'Irak et dépenser, par ailleurs, des milliards de dollars pour libérer quelques kilomètres carrés de désert gorgé de pétrole !

Non, la solution à la tragédie kurde passera nécessairement par d'autres rapports mondiaux, par la disparition des frontières et des Etats. Et ce n'est pas là une affirmation simpliste pour amateurs d'idées anarchistes, mais bien une nécessité absolue. Il faut construire ensemble un monde nouveau. Cela commence modestement par une réflexion collective en dehors de tout esprit avant-gardiste ou autoritaire. Seule une réflexion suivie d'une action à court, moyen et long terme nous permettra d'en finir avec, justement, ceux qui depuis trop longtemps nous gouvernent pour soit-disant notre bien et celui des kurdes.

A.D.

## ALBANIE

# Elections : le pied de nez du régime

Les élections albanaises devaient résoudre tous les problèmes, à eux seuls, par trop confiants en une victoire du Parti démocratique. Stupeur ! Les campagnes et le Sud, berceau de la plupart des dirigeants communistes, ont voté massivement pour le Parti du Travail d'Albanie. Gratifié de 64% des suffrages - véritable prime au sortant - le Parti a pu reprendre du poil de la bête en l'espace de quelques heures. Le secrétaire général du Parti et Premier ministre, Ramiz Alia battu dans sa circonscription de Tirana, ce sont les durs qui se posent aujourd'hui en vainqueurs. Au cas où Ramiz Alia se verrait remercié, le terrain politique n'opposerait plus que le Parti démocratique et la fraction la plus orthodoxe d'un PTA resté stalinien en bien des points. La campagne électorale qui vient de se jouer en est une illustration. Sans moyens conséquents pour faire connaître leur programme (faute de journaux, d'accès à la télévision et de véhicules pour sillonner le pays) les divers partis hostiles au PTA ne pouvaient guère espérer remporter le plus fort taux de suffrages.

L'amertume ressentie par l'opposition, cantonnée pour l'essentiel aux rares grosses villes, s'est bien vite transformée en un vent de révolte ressentie pour l'essentiel à Shkoder, ville frontalière du Nord, et dans la capitale. Que Shkoder s'insurge, rien de bien neuf pour qui connaît le caractère de la cité et de ses citoyens. Ville où la population d'obédience catholique a toujours été forte, Shkoder, n'a cessé de se distinguer dans un pays où la majorité de ses habitants sont musulmans à 70% (1). Déjà, à Shkoder sont montrés du doigt les Albanais du Sud, ceux qui durant le règne sans partage du PTA donnèrent la majeure partie des cadres du Parti (avec pour épi-

centre Gjrokaster, ville d'Enver Hodja), ceux qui du temps de la guerre rejoignirent le plus massivement les maquis communistes, alors qu'au Nord se trouvait pour l'essentiel la résistance monarchiste, en raison des attaches du roi Zog.

A Shkoder l'occidentale, soupçonnée naguère de lorgner en direction de l'Italie et de la voisine Yougoslavie, certains se plaisent à rappeler combien la rivière Skumbi, qui divise en son centre le pays peut avoir des allures de frontière. Le pouvoir communiste mis à mal, la nation albanaise retrouve ses divisions traditionnelles, sources de cette vendetta toute méditerranéenne dans laquelle s'épuisèrent les clans du pays des aigles au cours de son histoire.

Le communisme a pu donner l'illusion, pendant tant d'années, d'avoir gelé les différences. Sa remise en cause montre combien cette vision était des plus superficielles. Le bel unanimité du peuple albanais, tant vanté à l'extérieur par le régime et ses relais étrangers (2), est en passe de se briser. Dans un pays où les grands changements opérés se sont toujours déroulés dans la fureur et la passion, il n'y a que peu de place pour la notion par trop occidentale et à la mode de « démocratie ». Verra-t-on bientôt une double conflagration Nord-Sud et villes-campagnes, à laquelle des intérêts basement claniques viendraient se mêler ?

La paralysie observée lors de la grève générale du jeudi 4 avril peut infirmer ces craintes, encore qu'à l'occasion de son prochain congrès le PTA puisse être conduit à se jouer une fois encore des libres aspirations du peuple albanais.

L'Albanie, dernier bastion stalinien, risque fort de voir sa révolution « démocratique » mettre encore du temps avant de se

concrétiser, et il n'est pas certain que l'on soit tout disposé en Occident à l'y aider de sitôt. La reconduction par les autorités grecques des Albanais ayant fui, ou encore le retour au pays des boat-peoples albanais du port italien de Brindisi sont autant d'éléments montrant combien, hormis un sentiment compatissant de circonstance, la communauté internationale ne se sent guère concernée. Il est vrai qu'en ce qui concerne l'Albanie, on ne peut invoquer pour l'aider à se sortir de la crise la moindre question de « droit internationale » : aucune invasion étrangère et plus encore aucune ressource minière ou pétrolière n'est là pour servir de caution et par là-même

aiguïser les appétits « droit-de-l'homme » de quelques requins de la haute finance internationale.

Claude Nepper

(1) Les catholiques représentent 10% de la population au plan national et les orthodoxes, installés au Sud, 10% également, parmi lesquels on retrouve les 2% d'Epirotes du Nord, autrement dit la minorité grecque.

(2) En France, il s'agit de l'Association des Amitiés franco-albanaises (AFA), du Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) de la Forge, organe bi-mensuel du Parti et enfin de l'Union de la Jeunesse antifasciste et anti-impérialiste.

## MANIFESTATION A PARIS

### Solidarité avec le peuple kurde

Le vendredi 5 avril, à l'occasion de la manifestation des Kurdes contre la répression en Irak, la rage aux tripes, on se rendit compte que la solidarité n'est pas une réalité de la vie politique française. Seuls les troskystes et les anarchistes constituèrent, derrière les organisations kurdes, des cortèges conséquents. Où sont passés les gros bataillons des partis contre la guerre ?

Quelques sbires, militants, distributeurs appointés ? salissaient le bitume avec des papillons : obscène appel au fric de Danielle Mitterrand. Pendant ce temps, Kouchner s'agitait sur la frontière turco-irakienne et Alain Dumas se payait un coup médiatique à l'ONU, en réclamant de l'aide. Parachuter des couvertures aux survivants est bien la moindre des choses, après les avoir encouragés à la révolte contre Saddam.

Le lendemain, à la lecture du compte-rendu de la manifestation, on pouvait se demander si à Libération on connaissait la réalité des chiffres. Ce canard annonçait, en effet, la présence de 500 personnes, alors que nous étions au moins 3 000, dont 300 militants français répartis entre la FA (les plus nombreux), la LCR, les Vets, Lutte ouvrière, la LDH (2 représentants) et quelques égarés de SOS-Racisme. Belle façon d'exprimer une quelconque solidarité journalistique avec un peuple en détresse. Par ailleurs, plus du tiers de l'article se perd en des méandres sur les magouilles humanitaires de la Fondation Danielle-Mitterrand, à laquelle s'ajoute une liste non-exhaustive des groupes et groupuscules présents. Alors où est l'information ?

Jacques Niltreb

GRANDE-BRETAGNE

# Regard sur l'avortement

Nous vous proposons cette semaine un texte sur l'avortement en Angleterre.

Cet article, envoyé par un camarade anarchiste, est intéressant à plus d'un titre. Outre qu'il situe bien le problème du droit des femmes dans le cadre d'une Angleterre économiquement au plus mal, il casse les idées reçues selon lesquelles l'Angleterre a toujours été privilégiée quant à la protection des droits fondamentaux des femmes. Il met un peu plus en relief l'urgence de se mobiliser au niveau international pour défendre ce droit de choisir, partout remis en cause.

LORSQUE cette année un amendement à la loi sur la procréation et les recherches sur les embryons a réduit le délai légal pour avorter de 28 à 24 semaines, cela a été vu des deux côtés comme une victoire limitée. Les militantes pour le droit à l'avortement espèrent que cette décision délimitait la loi une bonne fois pour toute, pour les années à venir, et ont été soulagées que le délai n'ait pas été plus réduit. Les anti-avortement y ont vu leur première victoire, et se sont jurés de poursuivre leurs efforts jusqu'à ce que l'IVG devienne complètement illégale. En fait, le nouveau délai va jusqu'à 22 semaines car les médecins laissent une marge d'erreur. Dans les cas de malformation du fœtus, il n'y a pas de limite.

Bien que la loi sur l'IVG de 1967 ait légalisé l'avortement, elle prévoit que lorsque deux médecins sont d'accord que la santé mentale et physique de la femme ou des enfants qu'elle a déjà eus sont menacés par la poursuite de sa grossesse, ou qu'il y a un risque important de malformation, l'IVG est possible. Mais l'IVG n'a jamais été un droit reconnu en Angleterre. Si le médecin que la femme consulte est contre l'avortement, elle doit faire face aux problèmes de délai et à l'angoisse de chercher un autre médecin qui la conseillera. Il y a des écarts très importants selon les régions quant à la gratuité de l'avortement dans le Service national de santé (équivalent du secteur public en France). Et, dans certains endroits, on peut faire attendre la femme jusqu'à la 18<sup>e</sup> semaine de grossesse ou plus. L'attente de plus en plus longue est due aux restrictions budgétaires du Service national de santé. Parfois aussi, les femmes sont accueillies au service d'obstétrique générale et de gynécologie ou le personnel médical qui peut refuser de faire des IVG pour des raisons de conscience est encore aujourd'hui antipathique lorsqu'il reçoit des patientes qui vien-



nent pour avorter. Suite au procès mené par Victoria Gillick contre ses filles pour soi-disant les protéger, il est maintenant illégal de dispenser des contraceptifs à quelqu'un qui a moins de 16 ans, s'il n'a pas l'autorisation parentale. Le droit à l'anonymat des jeunes qui consultent leur médecin a été cassé et a ouvert une brèche aux grossesses non-désirées.

Les actions les plus répugnantes des « pro-vie » ont été les opérations sau-

à faire connaître ses actions, qui consistent à refuser depuis plus de quatre ans de réviser les allocations selon l'inflation. Les allocations sont payées pour chaque enfant, généralement à la mère, et sont fréquemment gelées à environ 72 F par semaine. Les pensions sont progressivement supprimées et les allocations sont réduites comme une peau de chagrin (les jeunes de 16 et 17 ans n'ont maintenant plus droit aux allocations chômage et de plus en plus d'adolescents sans domicile fixe dorment dans la rue) et nous sommes très près de voir les aides de l'Etat complètement supprimées.

La presse s'est largement fait l'écho des droits à la procréation des homosexuels hommes et femmes (ou plutôt de leur absence de droits). Non seulement la proposition d'interdire l'adoption pour les homosexuels est prise au sérieux, mais aussi celle selon laquelle ils n'auraient pas droit aux traitements contre la stérilité. Cela illustre assez bien l'attitude d'une droite qui se pose comme arbitre moral de la vie des autres.

Le mouvement efficace de la classe ouvrière pour résister à ce processus est singulièrement absent. La classe dirigeante est persuadée qu'elle a cassé les syndicats et morcelé la société pour empêcher toute émergence d'un tel mouvement. Les initiatives qui existent ont besoin de plus de soutien pour prendre confiance en elles et s'emparer des initiatives. La Fondation pour l'avortement de Leeds est une de ces initiatives. Dans la région de Leeds, 80% des femmes qui veulent avorter doivent le faire dans le secteur privé et la Fondation est là pour aider les femmes qui n'ont pas les moyens de payer leur avortement. Il y a aussi une fondation pour l'avortement à Belfast. On peut contacter ces deux fondations à l'adresse suivante : box 32, 52 Call Lane, Leeds LS1 6DT.

Présentation et traduction de l'anglais par Muriel (gr. Witkop de Nantes)

« Une employée qui était enceinte a été frappée dans le ventre, (...) et plus tard elle a fait une fausse couche. »

vetage, c'est-à-dire les tentatives de bloquer des centres d'IVG. Ces actions se sont propagées ici après avoir démarré aux Etats-Unis. Le personnel et les patientes ont été agressés physiquement et verbalement. Une employée qui était enceinte a été frappée dans le ventre, alors qu'elle essayait d'aider une femme à pénétrer dans une clinique, et plus tard elle a fait une fausse couche. Des contre-manifestations ont été organisées pour stopper ces brutalités et elles dépassent maintenant en nombre les anti-IVG, ceci quel que soit l'endroit que les anti-IVG décident d'occuper. Les anarchistes sont très mobilisés dans ces actions.

La Société pour la protection de l'enfant non-né (SPUC) est aussi très active dans le développement de sa propagande, qui joue sur le sensationnel et le choc. Pendant que la loi sur les embryons était discutée, les militantes de cet organisation ont envoyé à chaque parlementaire un fœtus de 20 semaines en plastique. Les paquets ont été ouverts par les secrétaires et le personnel d'aide, et certains d'entre eux ont été très impressionnés.

L'Organisation pour la vie, qui est une organisation principalement catholique travaille depuis des années

## Un Polonais bien pensant

Alors que nos médias semblent ne plus être très intéressés par la situation en Pologne, Lech Walesa est en tournée en Europe occidentale. Bruxelles, Paris... c'est la tournée des grands ducs, après son voyage aux Etats-Unis et avant un éventuel séjour en... Israël. Ainsi, le chef de l'Etat polonais a pris son bâton de pèlerin pour réclamer une énième fois le soutien financier de l'Occident. Celui qui veut faire de son pays une « Amérique de l'Est » a demandé, en s'adressant à Jacques Delors, à l'occasion de son passage dans la capitale belge, que les pays de la CEE « ne remplacent pas le rideau de fer par un rideau d'argent ». A l'heure où l'on brade à l'Est voilà une préoccupation bien jésuitique. Karol Wotyela, de sa retraite vaticane, entre deux sermons contre la contraception et l'avortement, serait-il intervenu auprès de l'ex-syndicaliste ? Toujours est-il qu'aujourd'hui voilà un problème de conscience à même de tirailler notre homme : comment s'enrichir façon Wall Street tout en faisant plaisir au bon Dieu, dont le fils chassa, dit-on, les marchands du Temple ?

C.N.

## Infos suisses

De Jean Ziegler aux organismes genevois de l'ONU, le lien ne semble pas tellement évident pourtant quand on y regarde de près on constate que l'auteur contestataire helvétique pose des problèmes qui ne sont pas sans rapport avec la situation internationale du moment et l'affaire irakienne.

HORMIS Guillaume Tell, il est probablement l'Helvétie le plus connu à l'étranger. Je veux parler de Jean Ziegler, député socialiste au Conseil national (chambre basse du Parlement fédéral) et auteur d'ouvrages aussi déroutants que *Une Suisse au dessus de tous soupçons* ou, dernièrement, *La Suisse lave plus blanc*, tous deux parus au Seuil à Paris. Tiers-mondiste féroce et grand pourfendeur de banquiers et autres spéculateurs, il fait sur la droite suisse à peu près le même effet que le chiffon rouge sur le taureau. Ayant cherché en vain il y a plusieurs années à empêcher la nomination de Ziegler au poste de professeur ordinaire de l'université de Genève, les partis du fric ont enfin réussi à lui porter un coup sérieux. En effet, vendredi 22 mars, événement sans précédent dans les annales du parlement helvétique depuis plus de cinquante ans, la Chambre basse a refusé d'étendre la couverture de l'immunité parlementaire du député socialiste à ses activités littéraires. Cela correspond dans les faits à une levée de ladite immunité. Les arguments ont volé bas, un député libéral n'ayant pas hésité à comparer Jean Ziegler à Jean-Marie Le Pen en France, l'accusant de relents d'antisémitisme parce qu'il se trouve que certains des banquiers et affairistes mis au pilori par Ziegler sont juifs. Et dire que cette même droite dite libérale n'a jamais cessé de reprocher ses excès de langage au député socialiste !

Ziegler se dit maintenant menacé par une avalanche de procès en diffamation. Cela risque fort de ressembler à la fable du Pot de terre contre le port de fer. Il faudra voir, en effet, dans quelle mesure la gauche, qui l'a fermement appuyé pendant le débat parlementaire, continuera à le soutenir dans ses démêlés avec la justice tant il est vrai que par certaines outrances, un manque de rigueur dans l'analyse et un goût quelque peu infantile pour les honneurs, Jean Ziegler agace aussi ses amis politiques. Mais il convient de ne pas se tromper sur l'enjeu : plus que la personnalité contestée du député socialiste, c'est la liberté d'expression dans ce pays qui risque de prendre un très sérieux coup.

Jeu 21 mars, le directeur de l'Office du coordinateur de l'ONU en cas de catastrophe, de retour de mission en Irak où il avait accompagné le sous-secrétaire général, le Finlandais Martti Ahtisari, a affirmé que les bombardements avaient renvoyé l'Irak à l'ère pré-industrielle. « Le pays est menacé par la famine et les épidémies si rien n'est fait pour le ravitail-

ment d'urgence. » Le rapport parle de destruction apocalyptique des infrastructures irakiennes. « Il n'y a plus ni carburant ni électricité, l'eau coule deux heures par jour. Il est impossible d'irriguer les champs et de procéder aux récoltes, de rétablir les transports ou de faire fonctionner le système des égouts. » Toujours selon ce haut responsable de l'ONU, 96 ponts auraient été détruits et seul le chemin de fer entre Bagdad et Mossoul circulerait encore.

La réaction du gouvernement américain a suivi le lendemain. Son porte-parole, Martin Fitzwater, déclarait, en effet, que la Maison Blanche ne contestait pas le rapport de l'ONU, mais l'argument selon lequel un quelconque sentiment de culpabilité serait associé à une guerre dont seul Saddam Hussein était responsable, et d'ajouter : « Nous avons mené la guerre de façon décisive, nous l'avons bien faite. »

Le hasard a voulu que le *Wall Street Journal* cite le même jour un rapport du général Scharzopf selon lequel la guerre aurait fait 100 000 morts en Irak. Là encore, Fitzwater s'est contenté de répondre que le président irakien était seul responsable.

Qu'on est loin de la guerre sous forme de jeu vidéo que les télévisions du monde entier ont si complaisamment diffusées tout au long de cette guerre ! Ceci d'autant plus que les responsables américains n'hésitent plus aujourd'hui à diffuser des informations sur ce que ces bombardements ont réellement signifié. Ainsi, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Merrill A. McPeak, au cours d'une conférence de presse la semaine passée, dont de larges extraits ont paru dans le *Washington Post* et le *Gardian Weekly*, a-t-il précisé que les bombes à guidage laser représentaient à peine 7% du total des 88 500 tonnes de bombes lâchées sur l'Irak et le Koweït occupé. Mais tandis que le taux de réussite des premières était estimé à près de 90% par le général, les secondes auraient raté leur cible dans 70% des cas. Ce fut néanmoins le plus formidable bombardement de toute l'histoire des guerres et, toujours selon le général McPeak, la première fois qu'une armée de terre fut vaincue par la puissance aérienne. Faut-il vraiment ajouter que ces informations ne visaient qu'un seul but : peser de tout le poids de la « réussite américaine dans la guerre du Golfe » sur le Congrès pour obtenir un maximum de crédits pour le développement d'« armes de précision » ?

De notre correspondant helvétique

« Le Monde libertaire »  
a besoin de votre  
soutien.  
L'abonnement  
en est un ... Merci !

« UN AUTRE FUTUR »

Mémoire vive

D'Un Autre futur, notre journal a déjà eu le loisir de vous en parler.

A l'occasion de sa projection à Saint-Ouen-l'Aumône, à l'initiative de l'UD 95 de la CNT-AIT, voici un nouvel écho sur ce film, replacé dans le cadre plus général de l'ensemble des documentaires portés sur la guerre d'Espagne.

La représentation cinématographique de la guerre d'Espagne est abondante ; son déroulement a été largement couvert par les opérateurs du monde entier (1). Au moment de la défaite des républicains, les films ont pris la destination de l'URSS ou sont restés à Madrid. Si bien que la mort de Franco sera nécessaire pour avoir accès à une autre source filmographique que celle de Moscou.

Et pourtant, il a fallu attendre quinze ans pour voir avec L'Autre futur un film de montage qui rompt radicalement avec la tradition fondée par les communistes et leurs compagnons de route. De Mourir à Madrid au dernier documentaire produit par les chaînes de la télévision nationale (2), leur vision s'est imposée : primauté de la guerre et occultation corrélatrice de la révolution, sur-estimation du rôle des brigades internationales (3) et page de gloire pour le mouvement communiste.

L'Autre futur impose également un autre rapport à l'usage des sources filmiques. La question capitale du point de vue n'est jamais éludée : il s'agit d'un film commandé par la CNT à un sympathisant anarchiste. Le film se tient en permanence éloigné de la prétendue objectivité qui n'est qu'un leurre idéologique. Cette objectivité tautologique permet aux documentaires classiques de fonctionner en fondant la légitimité de leurs discours, la voix-off ordonne tout, sur la force « réaliste » des images. A l'opposé de cette pratique et avec une grande honnêteté, Richard Prost propose sa vérité contre les tenants de la Vérité (4).

Cependant, l'immense mérite de Richard Prost est de nous donner à voir des images de prix : images d'archives et images d'aujourd'hui. Par là-même, sans didactisme aucun, il nous démontre clairement que les images de Rossif et des autres nous cachait plus qu'elles ne nous montraient...

L'Autre futur nous permet, en effet, d'accéder aux films tournés par la CNT entre 1936 et 1938. Quelques privilégiés spécialisés (cinéphilos et/ou anarchistes) avaient déjà pu voir certains de ces films. Les assidus des rencontres ciné-

matographiques de Perpignan, dont on ne ventera jamais assez les mérites, avaient apprécié Reportaje del movimiento revolucionario de Mateo Santos et d'autres courts métrages produits par la CNT ou par la Généralité de Catalogne. Ces images documentaires sont toujours précieuses et émouvantes. Si elles ne sont pas la réalité, elles en sont l'indice indéniable. Ombres fugitives sur grand écran, elles sont des traces du passé. Elles disent une existence à jamais révolue : nostalgie et mélancolie mais aussi jubilation et plaisir, ambivalence des sentiments face à

opposé à celui proposé par les films traditionnels qui l'utilisent systématiquement comme image forte pour dénoncer les violences anarchistes.

L'autre originalité du film est d'avoir eu recours aux films de fiction tournés par la CNT. Ces « incunables » permettent de compléter les approches historique et théorique des productions cinématographiques révolutionnaires. Les anarchistes n'ont pas rompu radicalement avec le film de fiction et ont tenté de le pervertir de l'intérieur. Mission impossible ? Seule la vision intégrale de ces œuvres permettait de répondre à une

SOLIDARIDAD OBRERA. Organismo de la Agrupación de Cenestistas de Unión Nacional. Includes text about labor unions and a logo with 'UN'.

ces pages d'histoire mais de grands moments de cinéma en tout cas.

D'autant que Richard Prost a laissé les images vivre. Avec un grand respect pour ses sources, il a construit son film en refusant la sur-signification d'un montage attraction. Sa modestie est louable : le créateur a su s'effacer devant la force évidente des images tournées par d'autres. Le film prend son temps et se plie au rythme propre des séquences empruntées aux archives ; la durée globale du film, près de trois heures, n'est pas perceptible tant les images sont toujours passionnantes et fortes. Richard Prost a également respecté les bandes-son originales. Quand il le peut, il restitue le commentaire conçu à l'époque. Au passage sans volonté démonstrative, ce respect des sources nous permet de mesurer les manipulations dont ces archives ont été l'objet dans les films précédents (5). Un exemple : la fameuse séquence extraite de Reportaje del movimiento revolucionario - les cerceaux exhibés sur le parvis d'une église - prend évidemment un sens diamétralement

telle question. L'Autre futur stimule la curiosité théorique, ce n'est pas le moindre de ses mérites, mais également l'appétit des cinéphilos. Une programmation de ces films, en version originale et intégrale, permettrait un regard global sur cette production...

Prost face aux tenants de la Vérité

Enfin en complément des images animées, Antoine Prost a réalisé un travail de recherche iconographique considérable. La qualité plastique des affiches de la CNT dans le plus pur style art moderne, donne une leçon de modernité et de liaison dynamique entre l'art et la politique. Dans le prolongement du film, à quand une publication des meilleurs documents ?

De facture classique, les images d'archives sont entrecoupées en complément par des témoignages d'acteurs et d'actrices du mouvement anarchiste. De vieilles personnes aujourd'hui évidemment, mais quelle force et quelle pureté dans leurs convictions ! Les mamies et les papy font toujours de la résistance. Deux constatations : si l'arrière-plan est occupé par des livres, les femmes éclipsent les hommes au premier plan. Les intérieurs sont modestes mais les étages ploient sous le poids des livres et des dossiers. Chez ces gens-là on sait que le savoir est la condition de la liberté et que, par conséquent, on a le culte du livre pour échapper à la servitude construite par l'ignorance. Hors du propos général du film, incidemment, ces arrière-plans rendent justice aux anarchistes que leur adversaires politiques (les matérialistes scientifiques) accusent de mépriser la théorie et la réflexion.

CINEMA PORTUGAIS

« Souvenirs de la maison jaune »

C'est une vieille ville aux murs lézardés, aux rues tortueuses et étroites. Y vit un homme au nom de Dieu (Deus), qui traîne maladies et névroses entre une pension de famille et le vide des jours qui passent. Il n'écrit pas de poésie mais écrase des punaises ; il lorgne une jeune femme par le trou d'une serrure et rançonne misérablement sa mère qui fait des ménages ; il se paye la tête des fleurs et sombre, lentement mais sûrement, dans la dépression. Il n'a pas d'avenir et son présent est déjà passé. Bien sûr, il est triste mais il a beaucoup d'humour.

Il fait partie des exclus et se retrouve dans un hôpital de « fous », entouré de ces gens « bizarres » qui interrogent à leur façon la société. La ville, c'est Lisbonne, coincée entre une Europe new look et un Atlantique hautain. Tout se passe dans un Portugal devenu une réserve naturelle de main d'œuvre pas chère, un Casino d'arrivistes et de modernistes médiocres.

Cet homme, c'est Joao de Deus, alias Joao César Monteiro, acteur et réalisateur de Recordações da casa amarela (« Souvenirs de la maison jaune ») (1). On l'avait déjà croisé, en 1987, dans le film de Kramer, Doc's Kingdom. Il y jouait le rôle d'un patron de bistro mystérieux qui révélait à un médecin américain gauchiste, exilé à Lisbonne, le décalage du temps. Joao fréquenterait-il trop les médecins ? Ou est-ce le fait de se sentir portugais qui rendrait malade ? Tout cela est sans vrai que nature, avec un provincialisme urbain stagnant et étouffant. Mais ne vous rassurez pas trop vite et débarrassez-vous de toute

velléité ethnologique. Pessoa n'a rien inventé ! Ce qui dérange dans l'humour portugais, qui joue entre sarcasme et cynisme, c'est qu'il dévoile notre monde de misère, d'apparences et de contradictions.

Ce réalisateur-acteur fait partie de la tribu des survivants. C'est pourquoi il étonne les journalistes parisiens lorsqu'il dit adorer Mai 68 et la révolution portugaise de 1974, et qu'il avoue n'aimer ni les uniformes ni le pouvoir politique. Et pourtant, il suffisait de voir son film pour s'en rendre compte. De toutes les façons, il nous fait oublier Manuel de Oliveira (tant aimé par la gauche-caviar), dont la seule réussite est de faire des films encore plus ennuyeux que la société portugaise elle-même.

Joao C. Monteiro a réussi à faire un film non conformiste et nous lui adressons nos remerciements. Avec, en prime, le salut des copains syndicalistes-révolutionnaires qui arpentaient, il n'y a pas si longtemps, les rues de Lisbonne : « Saudade e anarquia ! » (« Santé et anarchie ! »). Le malheureux Joao de Deus est né trop tard, et il a eu de mauvaises fréquentations. Avec sa révolte, il aurait pu être des leurs... et se serait certainement moins ennuyé dans la vie. C'est peut-être pour les rejoindre qu'il s'est finalement évadé de la maison jaune.

Voici un film qui peut plaire à beaucoup de libertaires. Un compliment qui vaut bien un prix !

On le voit à Paris au Lucernaire-Forum (6<sup>e</sup>) et au Latina (4<sup>e</sup>).

C.R.

(1) Recordações da casa amarela a reçu le Lion d'argent à Venise en 1989.

De la sans grade au ministre, les femmes crèvent l'écran : le film s'ouvre sur Federica Montseny et se poursuit avec des portraits de femmes d'une rare intensité. La mise en boîte de ces entretiens est déjà en soi un travail d'historien ; est ainsi préservée la chair même de l'Histoire à travers ces témoignages irremplaçables. On doit en savoir gré à Antoine Prost d'autant qu'il est clair que le temps joue toujours contre la préservation de cette mémoire.

Une réserve cependant, presque pour la forme, Richard Prost a réduit volontairement son film au témoignage sur l'histoire. En excluant la réflexion politique (question sempiternelle : comment ces magnifiques perdants ont-ils fait pour se faire battre par ces infâmes communistes ?), et en limitant les entretiens aux témoins directs (les anarchistes d'aujourd'hui n'ont-ils rien à dire sur cette partie de leur histoire ?), le film passe à côté de son titre et peut trahir des attentes constituées par lui. Certes, cet autre passé qui nous est montré, est porteur d'un avenir différent que l'on peut lire en creux dans le film ; pour autant, l'Autre futur n'apparaît jamais explicitement...

Mato-Topé

(1) Cf. l'ouvrage de référence sur la question : La Guerre d'Espagne au cinéma, mythes et réalités par Marcel Oms, éditions du Cerf, 1986.

(2) Mourir à Madrid, Frédéric Rossif, 1962. Cf. par exemple : Les grands jours du siècle - 2. La guerre d'Espagne, série documentaire en six émissions de Jean-Paul Thomas. Réalisation : Gilles Delannoy, ou encore Guernica - La guerre d'Espagne, une coproduction Vision 7/Gaumont dans la série « Les chocs du siècle ». Réalisation : Jean-Claude

Dassier et Gilles Delannoy. Directeur de la collection et producteur délégué : Jean-Paul Thomas, 1988.

(3) Le commentaire de Mourir à Madrid note à leur sujet : « Les meilleurs, les alliés les plus efficaces de la République ».

(4) Dernier en date des partisans de la vérité façon Rossif, Jacques Siclier, dans son article du Monde du 21 février 1990, p. 12 : « Revoir Mourir à Madrid aujourd'hui, c'est retrouver la vérité maintenant enfouie ». Permanence de la lecture qui marque la permanence de l'interprétation communiste de la guerre d'Espagne. A ce sujet voir : Jean-Marie Tixier, « Un film de 1963, Mourir à Madrid » in Les Cahiers de la Cinéma-thèque, n° 46-47, mai 1987, pp. 151 à 160.

(5) Un spectateur averti avait pu déjà constater certaines différences frappantes entre plusieurs films. Ainsi, par exemple, une séquence (une femme en noir pleure à genoux près du cadavre d'un homme) est, dans Le martyre de la Catalogne, utilisée pour illustrer la barbarie des bombardements de 1938 ; dans Mourir à Madrid, elle sert à dénoncer les violences de juillet 1936.

CONCERT LEO FERRE

1er juin 1991, 20 h Palais des Sports, Paris.

Des billets sont disponibles auprès du groupe Humeurs Noires de Lille (permanence le mercredi à partir de 19 h, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23 rue Gosselet, Lille) et auprès de Radio-Campus, bât M1, université de Lille I, Villeneuve-d'Ascq. Prix : 130 F.

L'Union départementale 95 de la CNT-AIT présente « Un Autre futur » les 13 et 16 avril 1991, à 20 h, le 14 avril, à 16 h au cinéma Utopia, place de la Mairie, Saint-Ouen-l'Aumône. Entrée : 31 F (24 F pour les abonnés).

POLITIQUE

« L'Extrême droite ou la pensée truquée » : un pléonasmisme à rappeler  
Philippe Daveau, (éditions Renaudot et Cie)

Philippe Daveau ne mâche pas ses mots, ce qui n'est pas pour déplaire. Alors que beaucoup de « responsables » politiques français estiment qu'il convient de « composer » avec l'extrême droite puisque celle-ci semble installée à demeure, cet auteur cherche à démontrer dans un pamphlet à ton revivifiant que l'idéologie nationaliste est intrinsèquement liberticide.

L'Extrême droite ou la pensée truquée (éd. Renaudot et Cie) : ce titre sonne comme un pléonasmisme, que Philippe Daveau explicite. Idéologiquement, ce courant politique n'est pas homogène, loin s'en faut. L'auteur se charge d'exposer rapidement les différentes tendances et d'en tracer un bref historique. En dépit de leur diversité, insiste-t-il, ces tendances sont pourtant liées les unes aux autres et certains personnages s'en revendiquant naviguent allègrement d'une organisation à une autre.

Longtemps confidentielle, l'extrême droite a repris aujourd'hui du poil de la bête. Nombre de groupuscules coexistent toujours, mais un parti, le Front national, qui « bafoue la loi » et « piétine le droit des hommes à vivre dignement », se distingue. A défaut de faire l'unanimité, il endosse les espoirs de la majorité des militants nationalistes. Philippe Daveau, qui met à nu quelques-uns de ses mots d'ordre, ne manque pas de s'étonner de son ascension électorale.

« La mécanique du Front national fonctionne sur un paradoxe, remarque-t-il. Le Pen déclare qu'il veut dégraisser l'Etat, supprimer les services publics mais il brasse une population qui a besoin de protection sociale ou qui s'insurge contre les carences de l'appareil policier et judiciaire. Cette contradiction s'illustre dans l'acte d'auto-défense. En effet, se faire justice, c'est à la fois tourner le dos à l'Etat et à ses règles et requérir d'eux plus de force et d'efficacité. C'est à la fois critiquer les institutions et demander de l'assistance. »

Démagogie oblige, le Front national ne s'arrête pas à ce « détail ». D'autant plus que le FN, à l'instar de cette famille à

laquelle il appartient, l'extrême droite, est une mosaïque... On y trouve de tout : des conservateurs et des révolutionnaires, des chrétiens intégristes et des païens, des pro-USA et de farouches américanophobes... Sans oublier, en matière économique, des étatistes et des libéraux. Il n'a donc pas perdu, au fil des années, la vocation de rassemblement qui était la sienne lors de sa création, en 1972. Dans cette cacophonie, le FN est pourtant parvenu à affûter les armes de quelques victoires. Le prestige de Le Pen, son incontestable charisme, expliquent que beaucoup se soient rangés derrière ses oripeaux. Un prestige que Philippe Daveau se fait un plaisir de ramener à de justes proportions.

« Le Pen déclare qu'il veut dégraisser l'Etat (...) mais il brasse une population qui a besoin de protection sociale ou qui s'insurge contre les carences de l'appareil policier et judiciaire »

« Le Pen a atteint la notoriété, cette porte monumentale où passent, à la queue leu leu, les maréchaux mortifères, les acrobates de la politique, les Malvolio du show-bizz, certaines hétaires et quelques évêques. Il avait à choisir entre plusieurs carrières dont pouvait s'accommoder sa complexité : archevêque, officier, brelandier ou gérant de prostibule. Il se fit lieutenant de l'armée française - son intelligence de manche à balai le prédisposait à adorer la hampe du drapeau - zéloteur de l'énergie nationale, circonscrivant son intérêt au-dessous de la ceinture. A l'automne de sa vie, il trépigne pour que son rêve de toujours se réalise enfin : le massacre de l'Anti-France dans une gigantesque Saint-Barthélemy. »

Un vrai morceau d'anthologie antifasciste ! Philippe Daveau pourfend ainsi, sans relâche, dans son livre « le parti de la racaille nationaliste » qui, avec cet

« historique de la guéhenne », ce « patriote schizophrène », « a trouvé un héraut digne de sa bassesse et de sa bêtise ».

Ce livre se dévore. L'auteur enfonce parfois des portes ouvertes, mais à l'heure où la plupart des politiciens approuvent le sordide « savoir-vivre » de l'ancien président Giscard d'Estaing, celui-ci se montrant d'une répugnante affabilité avec le leader du Front national, de tels écrits sont réconfortants. A l'heure également où, « consensus » politique et censure sournoise pour cause de guerre encore tiède aidant, une seule voix se fait entendre, celle du « bon sens », de la « sagesse », en un mot de la reptation, il serait erroné de reprocher à Philippe Daveau de se laisser quelquefois emporter par son lyrisme. Le seul point qu'il conviendrait peut-être de blâmer est cette bienveillance avec laquelle il écarte les accusations portées contre le Parti socialiste, qui aurait, on le sait, intentionnellement favorisé l'émergence du Front national. S'il n'hésite pas à dénoncer les complicités que le FN a puisé ou puise toujours dans les partis de droite représentés au Parlement, Philippe Daveau est, en effet, bien indulgent avec le PS, qui possède pourtant d'indéniables responsabilités.

Mais certains passages de son livre, en particulier ses élans pamphlétaires, ont des résonances libertaires que l'on ne peut que louer : « Toutes les formes de gouvernement portent en elles les germes du despotisme », souligne-t-il. « Malheureusement, la plupart des électeurs n'entendent rien à la liberté. Ils n'en ont ni la science ni le sentiment. Ils ne voient jamais dans l'abolition de l'autorité en place qu'une substitution de nom ou de personne. (...) Ils n'imaginent pas qu'une société puisse fonctionner sans maîtres ni valets, sans généraux ni piétaille, sans patrons ni employés. »

Cette raison n'est sans doute pas la moindre pour expliquer l'existence du nationalisme et, à l'heure actuelle, l'implantation persistante du Front national.

Thierry Maricourt

FORUM AU 145, RUE AMELOT

Le samedi 13 avril 1991, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot

[M° République ou Oberkampf], 75011 Paris), se déroulera, à 16 h 30, un forum autour d'une nouvelle collection des Editions ouvrières : « La part des hommes », avec Claude Pennetier, responsable de la collection, et Jean-Marc Chiappa, auteur du livre « Gracchus Babeuf avec les Egaux ».

MUSIQUES ET CHANSONS

Souvenance au Limonaire

Le piano, c'est Béatrice Maury, la voix, c'est Jacques Allo, le tout, c'est Souvenance. C'est, selon l'aveu écrit du duo un « collage » de textes et de chansons.

Côté textes, il y a : Jean-Baptiste Clément, Gaston Couté, Peire-Andrieu Delbeau, Léo Ferré, Paul Fort, Jean Hugues, Lu Xun, Pierre Mac Orlan, Petöfi Sandor, Arthur Rimbaud.

Côté musiques : Georges Brassens, Chick Corea, Peire-Andrieu Delbeau, Patrick Denain, Léo Ferré, Nino Ferrer, Jean Hugues, V. Marceau, Colette Magny, et « quelques anonymes ».

Pour juger sur pièces, il faut se rendre au Limonaire (88, rue de Charenton, 75012 Paris. Réservations : 43.43.49.14), le vendredi 12 ou le samedi 13 avril.

On peut manger avant (car c'est un restaurant) le spectacle étant à partir de 22 h. De plus, comme le dit Jacques : « s'il n'y a pas trop de monde (sic !), on peut sans doute arriver vers 22 h et s'installer au comptoir ».

Il se passe de plus en plus de choses dans le 12e arrondissement de Paris !

Thierry Porré

La chronique BD

« Peter Pan », tome 1 : Londres. Loisel (éd. Vents d'Ouest)

Reconnu depuis sa fabuleuse saga de *La Quête de l'oiseau du temps* (scénario Letendre), Loisel s'envole vers de nouveaux horizons : ceux de Peter Pan. Reprenant à son compte (conte ?) l'histoire de James Barrie, il nous éloigne de la version bien connue de Disney pour nous montrer le point de départ du fabuleux voyage vers *Le Pays de nulle part*. Dans ce premier tome, nous parcourons les bas-quartiers de Londres de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : un décor sordide pour des personnages moins sordides ; des personnages qui donneront au petit Peter toutes les raisons de refuser de grandir, de haïr le monde des grands et de se réfugier dans les voyages, les rêves, l'imaginaire.

Entouré d'une mère égoïste et alcoolique, de putains en quête de tendrons puceaux, de piliers de comptoir quadragénaires et obsédés sexuels, à qui voulez-vous que ce candide petit enfant aille confier des rêves débordant de générosité ?

est-il nécessaire de parler des qualités artistiques de Loisel pour nous faire savoir que ce *Peter Pan* est un livre indispensable. Véritable plaidoyer pour l'enfance et le rêve piétinés par le monde adulte, l'histoire ne deviendra « magique » qu'avec l'apparition de *La Fée clochette*... une autre histoire où Loisel compte bien mettre quelques grains de sel.

« Variations », tome 7, Ptiluc (éd. Vents d'Ouest)

Le Blaire, un rat doté d'un odorat exceptionnel est le seul rescapé d'une expédition ratée vers la cité mythique, là où la vie s'arrête d'être galère et devient facile et douillette. Après son rétablissement, il retente son exploit en solitaire et déjouant les pièges parvient finalement dans le labo. Problèmes, problèmes... car il va y rencontrer des rats blancs, bien différents de ceux qu'il pouvait imaginer : recyclés, sosis, newdep's, mutants et autres lui-même...

Quelques clés pour cet essai philosophique (attachant mais un peu confus) sur la condition humaine, le travail... l'avenir est dans la fusion de nos différences !

« L'être est unique et multiple : la fusion de sa multiplicité le disloque » (slogan graffité sur les parois du tunnel qu'arpente le petit rat).

Alain Nicol

REGARD SUR LE CINEMA

« Hollywood » Charles Bukowsky, éd. Grasset

Pourquoi parler de *Hollywood* (1) dans une époque où les minauderies des stars paraissent obscènes face aux milliers de morts et de blessés dus à la guerre du Golfe. Tout simplement parce que ce livre vous fait découvrir l'envers du décor, l'envers de l'Amérique et de son rêve doré en panavision. Bukowsky, l'auteur, nous décrit étape par étape, la naissance et le tournage du film (presque culte !). *Barfly* qui retrace sa jeunesse dans les bas-fonds. Aucune anecdote habituelle à ce genre de bouquin n'est gratuite, chacune témoigne de la « folie hollywoodienne », folie de l'argent, des êtres : producteurs, acteurs... pour beaucoup mégalo-manes, mythomanes, paranoïaques !

Bukowsky, scénariste du film, observe lucidement ce petit monde en décomposition, avec l'humour sarcastique et décapant qui le caractérise. des êtres d'exception surnagent comme Barbet Schroeder alias John Pinchot dans le livre, à qui Bukowsky dédie le livre.

Un bon coup de poing dans la gueule du rêve américain, ça s'imposait !

J.-F. Lympham

(1) *Hollywood*, Charles Bukowsky, 250p., éditions Grasset. Prix : 100 F.

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Vendredi 12 avril

« Ithaque » (22 h 30 - 2 h) : les mécanismes du changement.

Samedi 13 avril

« La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : forum avec les éditions ouvrières, les lycéens de Seine-Saint-Denis, bilan d'une lutte syndicale au Maghreb.  
« BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.

Dimanche 14 avril

« Vent d'Est » (20 h - 22 h) : l'actualité des pays de l'Est et ensuite interview de Edith Lhomel, spécialiste de l'Albanie

Mardi 16 avril

« Blues en liberté » (10 h - 12 h) : les villes dans le blues.

TLP-Dejazet, 41, bd du Temple, 75003 Paris (place de la République) MOURON... le clown-cantatrice. Depuis le 9 avril et ceci jusqu'au 20 avril, à 20 h 30. Réservations au TLP, tél. : 42.74.20.50

## RENDEZ-VOUS

### AURILLAC

Une liaison de la Fédération anarchiste existe à Aurillac. Les personnes intéressées peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

### DIJON

Dans le cadre des luttes antimilitaristes le GREL (FA), le Mouvement d'expression libertaire (MEL) et le Maloka organisent le mercredi 17 avril, à 20 h 30, à la salle du Crédit Mutuel (place du Théâtre), à Dijon, une réunion publique, suivie d'un débat sur le thème de l'objection de conscience, ou « Objection, mode d'emploi », avec plusieurs intervenants, dont le responsable du CROC-Côte-d'Or.

### LYON

Les groupes Kronstadt et Dejacque organisent deux réunions-débats, animées par Gaetano Manfredonia, à la librairie La Plume Noire, 15, rue Rivet, la Croix-Rousse, 69001 Lyon. Une première réunion aura lieu le vendredi 12 avril, à 20 h 30, et portera sur : « La pensée libertaire ». La réunion suivante se déroulera le samedi 13 avril, à 15 h et sera axée sur « l'Histoire du mouvement anarchiste ».

### LORIENT/QUIMPERLE

Le groupe Francisco-Ferrer de la FA vient de se constituer sur Lorient et Quimperle. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

### NANCY

Le groupe Roger-Caussimon peut être contacté lors de la vente du Monde libertaire qui se tient tous les dimanches à partir de 11 h sur le marché de Vandœuvre.

## PARUTIONS

### ENVELOPPE

Radio-Libertaire vient d'éditer des enveloppes (format : 11X22) dotées du logo conçu pour les dix ans de la radio. Prix : 1,50 F l'unité, 1,30 au dessus de 10 et 1 F au dessus de 100. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### AFFICHE

L'Union régionale Méditerranée de la FA vient d'éditer une affiche antimilitariste : « L'armée embauche... Elle te tend la main » (format 64X45), qui est illustrée d'une main arrachée pendant à un fil de fer barbelé. Prix : 5 F l'unité en dessous de 10 exemplaires ; 1,20 F de 10 à 50 ex. et 1 F au dessus de 50 exemplaires (port compris). Chèques à libeller à l'ordre de Nappi. Ecrire à CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

### AFFICHE

Avec le retour des feux de l'actualité sur les problèmes des villes et de l'immigration, le groupe Cafiero encourage les bonnes volontés militantes dans ce domaine. Il solde à moitié prix son affiche « Contre les ghettos et les machos, entraide contre la galère du racisme », qui est illustrée par des fillettes turques dansant dans une salle d'école française. Couleur : noir et rouge. Moyen format. Prix : 0,70 F au-dessus de 10, 1 F au-dessus de 50 et 2,50 F l'unité. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

## SECURITE SOCIALE

# Réaménagements pour initiés

**B**RANLE-BAS de bureaucrates à la Sécu. Maurice Derlin, responsable FO, a été démissionné la semaine dernière par un camarade de la même boutique à la présidence de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Son complice du patronat, Emile Boursier, *idem*. Ils ont été respectivement remplacés par des plus jeunes : Jean-Claude Mallet et Jean-Louis Giral. Même chose à la Caisse vieillesse, Jean-Marie Spaeth, grand chef à la CFDT, est tout heureux de pouvoir accéder à la présidence des vieux. Une bonne affaire pour l'alliance FO-CNPF-CFDT, via les sociaux, pour un lifting tout en rose de la Sécurité sociale.

Avec un budget de quelques 443 milliards de francs pour la CNAM, ils auront de quoi s'amuser. On nous annonce d'ailleurs une « modernisation » du système de santé, une « clarification ». Beau programme en perspective. Quand on sait que des milliers de personnes se retrouvent aujourd'hui sans aucune couverture sociale, que les remboursements diminuent

chaque année un peu plus et que, paradoxalement, la demande de soins s'est encore accrue l'an dernier de plus 7,1%, on peut s'attendre au pire. Avec une telle brochette de technocrates, on risque de se faire du mouron et d'avoir quelques difficultés à se soigner. En effet, l'Europe approche à grands pas et il faut au plus vite « harmoniser » les régimes sociaux. L'assurance maladie et son « déficit » chronique, qui selon certains devrait atteindre cette année plus de 16 milliards de francs, inquiète nos décideurs. Les Caisses vieillesse, qui n'arrivent plus à faire face - on vit trop longtemps, quel malheur ! - angoissent aussi nos bureaucrates. Il faut donc agir et Bérégovoy se demande même si « la gestion de la Sécu par les syndicats est la meilleure façon de faire face à la crise ». Comme quoi, les nouveaux désignés devront être vigilants, leur place ne sera même pas garantie et remboursée à 100 %. Mais pas d'inquiétude, avec une CFDT renforcée, une alliance FO-CNPF maintenue Bérégovoy et Charasse n'auront pas trop à stresser. Leur poli-

tique sera bien relayée. Les médecins libéraux, les industriels de la pharmacologie, et plus largement tous les patrons - et certaines administrations comme l'armée - qui ne paient plus leurs cotisations garderont, eux-aussi, la santé. Au moins, pour la situation de la protection sociale dans notre pays, ils n'auront pas en faire une maladie !

Alain Dervin  
(groupe Pierre-Besnard)

## RENDEZ-VOUS

### LILLE

Suite à la restructuration du Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux (CCL), celui-ci est désormais géré par une vingtaine d'adhérents individuels et quatre organisations : CNT-AIT, groupes et militants FA, l'association gay « Les Flamands roses », et l'AZADEL (association zairoise). Quant à la « Voix sans maître » (tous les vendredis de 20 h 30 à 22 h sur Radio-Campus - 91.4), elle est planifiée de la façon suivante :

- 1<sup>er</sup> vendredi du mois : « Les Flamands roses » ;
- 2<sup>e</sup> vendredi : la CNT-AIT ;
- 3<sup>e</sup> vendredi : l'AZADEL ;
- 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> vendredi : FA ou CCL.

Bien sûr, un temps d'antenne reste consacré chaque semaine aux activités spécifiques du CCL. De même, les « Flamands roses » conservent leur chronique hebdomadaire de 21 h 45 à 22 h...

### LYON

Les groupes Kronstadt et Dejacque organisent une conférence-débat : « IVG et contraception, les acquis menacés », avec Hélène Hernandez, le samedi 20 avril, à 15 h, à la librairie La Plume Noire, 15, rue Rivet, la Croix-Rousse, 69001 Lyon.

### SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno organise une conférence-débat : « IVG et contraception, les acquis menacés », avec Hélène Hernandez, le 19 avril, à 20 h, à la faculté de Lettres de Saint-Etienne, salle SR 2.

## CLERMONT-FERRAND

# Quatre squatters en procès

A Clermont-Ferrand, quatre personnes ont comparu le 2 avril, à 9 h, au tribunal des référés. Ces quatre personnes occupent trois maisons dans le quartier Neyron, qui subit une rénovation-réhabilitation. Sans droit ni titre, ces personnes réclament d'être jugées sur le fond en tribunal d'instance, pour répondre de leur attitude face au logement, dans la ville de M. Quillot.

Effectivement, depuis plus d'un an, elles se battent contre un projet qui vise à déporter des populations dans la périphérie. Ce quartier composé d'immigrés, de handicapés, de retraités et de marginaux se refuse à être détruit (plus d'un hectare doit être rasé). Pour des motifs bien connus dans toute la France : urbanisme poussé, reconquête des centres-villes par des classes aisées, quartiers-musées, on vide toute une population sans consultation, ceci dans la ville-phare, soit-disant, du logement.

Les squatters de Neyron dénoncent, depuis deux ans, la politique du logement conduite par l'OPAL (office municipal chargé du logement). Ils ont mené diverses luttes (ouverture d'une maison de quartier en mai 1990, marché aux puces), qui ont été mises en échec, suivant le cas, par l'intervention d'EDF ou de la police.

Un squatter de Neyron

## SOUSCRIPTION

« Diffusion de la création contemporaine » lance une souscription pour faire paraître les actes du colloque « Art et anarchie » (ouvrage de 320 pages, format 14X20, avec 30 illustrations noir et blanc, éditions du Monde Libertaire), qui est organisé à l'occasion des 10 ans de Radio-Libertaire. Prix : 110 F (prix de vente public : 130 F). Parution en novembre 1991. Les chèques sont à libeller à l'ordre de « Diffusion de la création contemporaine » et à adresser à DCC, BP 12, 13671 Aubagne cedex.

## SOMMAIRE

PAGE 1 : SOS-Kurdistan, Mauritanie : les sables mouvants du chauvinisme, Soutien à Binali Kalkan, Editorial.  
PAGE 2 : Langue, écriture et répression, La réforme de l'orthographe.  
PAGE 3 : « Affaire Boudarel » : qui étaient les tortionnaires ? Les propositions de l'ALAF, En bref, Nécrologie : Julien Toublat n'est plus.  
PAGE 4 : Mauritanie : les sables mouvants du chauvinisme d'Etat, Albanie... Elections : le pied de nez du régime, Kurydistan : l'hypocrisie, Manifestation à Paris en solidarité avec le peuple kurde.  
PAGE 5 : Grande-Bretagne : regard sur l'avortement, Un pPolonais bien pensant, Infos suisses.  
PAGE 6 : « Un Autre futur »... Mémoire vive, « Souvenir de la maison jaune ».  
PAGE 7 : Souvenance au Limonaire, La chronique BD, « L'Extrême droite ou la pensée truquée » : un pléonasme à rappeler, « Hollywood » de Charles Bukowsky, Sélection R.-L.,  
PAGE 8 : Sécurité sociale : réaménagements pour initiés, Nom de Dieu I, Le dessin de la semaine, Infos FA.

## ANTICLERICALISME

# Nom de Dieu !

Mgr Lefebvre à peine froid, le père Di Falco, porte-parole de l'épiscopat français, a invité les traditionalistes à rejoindre l'Eglise catholique officielle. Il est vrai que le Vatican n'a jamais été véritablement choqué par les réformes de Mgr Lefebvre et de ses ouailles : l'Espagne franquiste, le Portugal de Salazar et le Chili de Pinochet. Voilà quelques références de « détail » tout à fait tolérées chez Jean-Paul deuxième du nom et pape de son état. En revanche, et c'est uniquement ça qui devrait valoir à Marcel Lefebvre (excommunication oblige) de brûler éternellement en Enfer ; on ne touche pas à l'unité de l'Eglise. Aussi, si quelques intégristes orphelins voulaient bien rentrer à la maison, le père Di Falco les y attend...

A Evry, dimanche 31 mars, les curés fêtaient leurs retrouvailles avec Jacques Lang, ministre d'Etat, à l'occasion de la bénédiction de la première pierre de la future cathédrale-musée !

Depuis l'après-guerre, c'est en effet la première fois que l'Eglise et l'Etat se retrouve pour le financement et la construction d'un tel édifice religieux avec l'argent des contribuables.

Les libres penseurs ont manifesté à leur manière cette célébration en réclamant le « respect de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat ».

OLT et A.D.

# Le dessin de la semaine

Les élections de début avril en Albanie vues par Pascal Mary.

